

**Syrie - Iran - Etats-Unis - Irak -  
Retour des jihadistes français -  
Entretien de M. Jean-Yves Le  
Drian, ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, avec "BFM TV"  
(Paris, 19 avril 2018)**

Q - Il y a bien sûr eu ces frappes en Syrie samedi dernier, la France s'est associée aux Américains et aux Britanniques afin de bombarder plusieurs cibles, notamment des capacités chimiques de Bachar el-Assad qui est tenu responsable d'une attaque chimique menée le 7 avril dernier contre des civils. Mais depuis quelques jours et notamment aujourd'hui, la Russie multiplie les annonces en disant que c'est une mise en scène des rebelles syriens dans l'attaque chimique présumée de la ville de Douma. L'armée russe annonce même avoir découvert un laboratoire chimique, un entrepôt de substances chimiques qui aurait été le fait des rebelles russes.

R - Pas des rebelles russes...

Q - Des rebelles, pardon, syriens. Est-ce que vous, vous avez la certitude que ces armes chimiques, elles ont bien été utilisées par le régime de Bachar el-Assad ?

R - Il y a une surprise pour commenter ce que vous dites, c'est qu'à l'heure où je vous parle, les observateurs, les experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques - l'OIAC, organisation indépendante liée aux Nations unies - qui sont mandatés pour aller constater...

Q - Vérifier...

R - Vérifier. Ce n'est pas le seul moyen qu'ils ont de vérifier qu'il y a une attaque chimique mais ça fait partie des constatations qu'il faut faire. Donc il faut aller sur le site. Ils sont interdits d'accès, ils sont dans leur hôtel à Damas depuis plusieurs jours. Ça ne manque pas d'étonner...

Q - Qui est responsable ?

R - On nous dit qu'ils n'ont pas d'autorisation aujourd'hui à cette heure ni du régime ni de la Russie. Donc, perplexité néanmoins sur cette interdiction ou cette impossibilité. Puis je rappelle les événements et les faits quand même pour que ce soit clair pour tout le monde : il y a eu deux attaques chimiques samedi 7 sur Douma. Nous les avons vues, connues par une multiplication de témoignages, de photos, de vidéos, de rapports...

Q - Des échantillons que vous avez obtenus... ?

R - Des rapports des organisations médicales et la constatation partagée par l'Organisation mondiale de la santé : oui, c'est une attaque chimique. Pourquoi ? Parce qu'on a fait valider tout cela par nos services spécialisés, par nos laboratoires et il n'y avait pas de manipulation possible vu le nombre de témoignages qui paraissent à ce moment-là et vu le constat que font les organisations, les ONG médicales que l'on connaît depuis longtemps, qui travaillent malheureusement depuis plusieurs années en Syrie, depuis 2011. Tous les témoignages concordent et en plus de cela, c'était dans le cadre d'une opération menée par l'état-major syrien pour aboutir à éradiquer les opposants de la zone de Douma. La méthode syrienne est bien connue: pour finir, on utilise l'arme chimique. C'est déjà arrivé à Alep, c'est déjà arrivé à Khan Cheikhoun, c'est déjà arrivé en 2013, rappelez-vous, quand la France a failli intervenir.

Q - A failli frapper.

R - Bref, c'est une méthode de combat qui est parfaitement condamnable. Et si nous sommes intervenus, c'est pour dire non à l'usage de l'arme chimique, c'est pour dire non à l'horreur de l'armement chimique qui rajoute de l'horreur à la tragédie de la guerre. Ce n'était pas une surprise parce que, de façon indépendante, le président Macron presque lors de son installation - c'était à Versailles, en présence d'ailleurs de Vladimir Poutine - avait dit : " nous n'accepterons jamais l'usage de l'arme chimique " parce que c'est une espèce d'accord, de compromis international qui est en place depuis déjà de nombreuses années, un tabou qu'il fallait rompre. Donc nous avons frappé. Nous avons frappé uniquement sur des capacités chimiques du régime et cette opération, techniquement, s'est bien passée pour empêcher que demain, le régime puisse de nouveau utiliser l'arme chimique. Mais nous n'avons pas tapé le régime, nous n'avons pas tapé ses alliés, nous avons tapé sur les capacités chimiques, c'est tout. C'était d'ailleurs annoncé, ça a été fait.

Q - Donc vous nous dites que ce que dit la Russie que je vous ai citée aujourd'hui sur cette mise en scène des rebelles, c'est une forme de propagande de la Russie ?

R - Eh bien nous avons demandé au Conseil de sécurité, juste après la constatation de l'attaque chimique, le mardi qui a suivi, qu'il y ait immédiatement des experts qui soient envoyés sur le terrain pour constater à la fois l'arme chimique, l'usage de l'arme chimique et constater aussi la responsabilité, qui a fait cela. Et le Conseil de sécurité a voté favorablement - 12 voix sur 15 - pour envoyer ses experts. La Russie a utilisé son veto pour empêcher l'envoi de ces experts. Je constate qu'aujourd'hui, les experts ne sont toujours pas en situation de pouvoir accéder au site. Ça fait quand même 12 jours, ça fait long et donc, s'il y avait tant d'explications sur l'usage de l'arme chimique par quelque rebelle que ce soit, il serait opportun de permettre l'accès. En réalité, il y a de la manipulation permanente depuis cette histoire. On nous a dit au début qu'il n'y avait pas eu d'attaque chimique. La Russie, au début, a dit : il n'y a pas eu d'attaque chimique ; maintenant, elle ne dit plus cela, elle dit : ce sont les habitants de Douma qui s'auto-gazent eux-mêmes, qui s'auto-suicident. On a eu aussi une version selon laquelle c'étaient les services secrets occidentaux qui avaient provoqué l'attaque chimique. Bref, il faut dire les choses telles qu'elles sont : il y a eu une attaque chimique qui a été menée par le régime, avec l'accord tacite ou pas des Russes...

Q - Est-ce qu'il n'y en aura plus du tout ? Est-ce que vous pouvez nous dire aujourd'hui : grâce à notre frappe, il n'y aura plus d'attaque chimique du régime de Bachar el-Assad contre ses propres habitants ?

R - On ne peut pas en être certain. Je vous rappelle qu'en 2013, lorsqu'il y avait eu encore une attaque chimique importante, avec beaucoup de morts, il y avait eu une résolution des Nations unies adoptée à l'unanimité - donc, Russie comprise - qui exigeait le fait que l'ensemble de l'arsenal chimique de Bachar el-Assad soit démantelé.

Q - C'était un engagement.

R - 2013.

Q - Bien sûr !

R - Je constate qu'aujourd'hui, ce n'est pas toujours le cas. Et donc nous souhaitons maintenant qu'aux Nations unies cette résolution puisse faire l'objet d'un nouveau vote pour valider le fait que l'on envoie sur place des inspecteurs pour le constater et puis que le régime dise définitivement : voilà où sont nos derniers sites s'il y en a, pour qu'il soit mis fin à cette horreur.

Q - Oui, parce que ce qu'on a envie de dire aussi, c'est très bien, vous l'avez fait, vous aviez dit qu'il y avait une ligne rouge, vous l'appliquez, vous considérez que donc c'est logique et normal, mais certains disent : " c'est trop peu, trop tard, c'est pour se donner bonne conscience, ça n'empêchera pas le régime de recommencer. " D'autres disent : " eh bien voilà, il n'y a pas de stratégie derrière. Tout était organisé, il n'y a pas eu de blessés. Les Russes ont laissé faire... "

R - Heureusement qu'il n'y a pas eu de blessés ! ...

Q - Bien sûr ! Bien sûr, heureusement !

R - S'il y avait eu des blessés et des morts, qu'est-ce qu'on aurait entendu ! Par les mêmes peut-être !

Q - Mais enfin c'est une forme de symbole, d'une attaque symbole. On ne pouvait faire ni moins ni plus mais c'est tout.

R - Il y a un principe fondamental : depuis la fin de la guerre 1914-1918, c'est que l'humanité renonce à l'emploi de l'arme chimique. Il y a une Convention internationale qui date de 1993 qui avait d'ailleurs été initiée par François Mitterrand en 1989, qui a été signée par 192 pays qui disent non à l'arme chimique. Et si on utilise l'arme chimique, on est passible de crime de

guerre. Il faut empêcher cette dérive, il faut empêcher cette banalisation de l'arme chimique et c'est ce que la France a voulu dire, indépendamment du fait que, par ailleurs, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont eu le même point de vue. La France l'a dit par la voix du président Macron dès fin mai de l'année dernière et il n'y a pas de surprise à attendre, on applique ces principes. Alors, maintenant, il y a un autre sujet qu'il ne faut pas confondre qui est celui de la discussion et de la négociation pour faire la paix en Syrie.

Q - L'après. Oui, et l'après parce que ce qui était frappant, c'est qu'Emmanuel Macron a évoqué l'après, a évoqué le fait qu'il fallait suivre aussi ce qui allait se passer après. Alors, est-ce que ça veut dire qu'on va s'installer, d'une certaine façon, on va intervenir dans l'avenir de la Syrie, comme les Américains l'ont fait en Irak?

R - Non, nous n'avons pas d'intervention militaire quelle qu'elle soit, d'intervention autre que l'attaque contre les capacités chimiques de la Syrie. Pas d'autres interventions militaires.

Q - Et alors c'est quoi l'après ?

R - Par contre, notre intervention militaire dans cette zone, c'est l'intervention militaire de la coalition contre Daech. Notre ennemi, c'est Daech. Et donc, eh bien pourquoi ? Parce que Daech nous a frappés sur notre territoire et qu'il faut aller le frapper pour l'éradiquer définitivement.

Q - Mais on sait que c'est le chaos aujourd'hui en Syrie. Donc, qu'est-ce qui se passe maintenant ?

R - Qu'est-ce qui se passe maintenant ? Il faut que nous puissions engager un processus de discussion pour aboutir à un scénario de sortie de crise. Ça dure depuis sept ans.

Q - Sans Bachar el-Assad, avec Bachar el-Assad ?

R - 400 000 Syriens ont été tués, de nombreux déplacés, de nombreux réfugiés. Bref, il faut en sortir et il faut que tous ceux qui sentent cette nécessité puissent se mettre autour d'une table pour dire : comment est-ce qu'on s'en sort ? Est-ce que cette attaque-là, qui a marqué l'opinion internationale, peut être le point de départ d'une prise de conscience de la nécessité désormais d'agir vite pour sortir d'une impasse ?

Q - Mais est-ce que les Russes sont prêts à ça ? Est-ce que les Russes sont prêts à discuter là-dessus et à aider... ?

R - Eh bien c'est leur intérêt, c'est l'intérêt de tout le monde et c'est pourquoi nous avons proposé que le Conseil de sécurité se saisisse de nouveau, depuis dimanche - le lendemain des frappes, donc - d'une proposition que l'on appelle résolution pour que l'ensemble du Conseil de sécurité puisse voter une stratégie de sortie de crise qui doit intégrer à la fois le

renoncement immédiat à l'arme chimique,; une perspective de cessez-le-feu et d'acheminement humanitaire parce qu'il y a des milliers, des dizaines de milliers de Syriens qui sont dans le dénuement, l'angoisse, la souffrance la plus extrême ; et que le processus politique puisse s'engager. On connaît le déroulement d'un processus politique ! Il faut mettre tout le monde autour de la table, y compris le régime. On a toujours dit : " y compris le régime pour définir la manière dont on sort ". On sort par un processus qui intègre une modification constitutionnelle, une réforme de la Constitution dans une Syrie qui soit unifiée, qui soit respectueuse de ses frontières, qui soit complètement intégrée pour éviter tout émiettement ou dislocation possible.

Q - Aujourd'hui, on sait bien que...

R - Ce sont les principes de fond.

Q - Oui, mais aujourd'hui, on sait bien que les Russes et les Iraniens sont très proches de Bachar el-Assad...

R - Oui, bien sûr ! Mais si on n'arrive pas à avoir ce processus qui aboutit, qui permet à la fois la réforme constitutionnelle puis le processus électoral ; et, en même temps, la définition du périmètre du corps électoral qui sera amené à voter et pour la réforme de la constitution et ensuite pour la consultation électorale faite par les Syriens ; si on ne fait pas ça maintenant, alors on sera dans des dérives qui vont nous amener à plusieurs années de conflit insupportables pour l'opinion publique et d'abord insupportables pour les Syriens. Je pense qu'il faut que les Russes, les Iraniens, les Turcs, mais aussi nos propres amis - la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, la Jordanie - tous ceux qui ont intérêt à ce que la situation en Syrie puisse trouver une voie pacifique, tout ce monde-là fasse pression pour que, sur une résolution des Nations unies, on puisse recommencer le processus de paix. C'est ce qu'avait annoncé le président de la République lorsqu'il a expliqué la nécessité de frapper sur les capacités chimiques, c'est ce que nous avons engagé dès à présent à New York.

Q - Une petite question très technique justement sur les frappes: 12 missiles français qui ont frappé leur cible alors que 16 semblaient avoir été prévus au départ. Vous, l'ancien ministre de la Défense, tout n'a pas exactement marché comme prévu ?

R - Cela veut dire que 12 ont suffi et ça veut dire aussi que si...

Q - Cela ne veut pas dire que les quatre autres ont raté leur cible...

R - Cela veut dire que 12 ont suffi et cela veut dire que la cible, les cibles que nous avons identifiées, ont été touchées et parfaitement traitées. J'ai pu voir avec le président Macron les photos après, le résultat est parfait.

Q - La Syrie vient de rendre la Légion d'honneur de Bachar el-Assad via la Roumanie, c'est l'information qu'on me donne à l'instant. C'était ce processus de retrait de la Légion d'honneur

de Bachar el-Assad. On est encore dans l'ordre du symbole quand même. Un tout petit mot...

R - Il était quand même normal que l'on annonce qu'on allait lui retirer la Légion d'honneur. Il y a une procédure qui existe, que la Grande chancellerie a diligentée depuis maintenant quelques mois. Il anticipe, il fait bien.

Q - Justement, vous allez aux Etats-Unis avec le président dans quelques jours. Le président Macron qui a fait le choix de nouer une relation personnelle avec Donald Trump, contrairement à Angela Merkel qui s'entend un peu moins bien, qui a moins de relations directes. Est-ce que pour autant, il peut en attendre un résultat très concret et notamment, on sait que sur l'Iran, vous êtes inquiet sur l'accord de dénucléarisation. Le 12 mai prochain, Donald Trump doit décider s'il certifie de nouveau le texte qui a déjà été signé ou si, au contraire, il s'en retire et, dans le fond, il laisse un peu une forme de conflit ouvert avec l'Iran. Est-ce que vous croyez que cette visite d'Emmanuel Macron pourra aider au maintien de cet accord avec l'Iran ?

R - C'est une visite importante, vous le soulignez. C'est une visite d'Etat. C'est une première visite importante d'un chef d'Etat européen aux Etats-Unis. La relation entre le président Trump et le président Macron est une relation plutôt bonne dans les échanges personnels, mais nous avons des désaccords avec les Etats-Unis. Nous sommes en désaccord sur l'accord sur le climat. Nous sommes en désaccord sur le fait que Jérusalem soit annoncée comme capitale d'Israël sans aucune négociation ni concertation. Nous sommes en désaccord sur la manière d'appréhender la question iranienne ; je vais y revenir. Nous sommes aussi en désaccord sur un certain nombre de questions commerciales.

Q - Alors à quoi elle sert, cette visite ?

R - Je vais poursuivre. Les Etats-Unis ont une tendance à l'isolationnisme qui entraîne des conséquences très importantes sur l'activité économique européenne donc nous avons des désaccords. Et puis, il y a aussi des points d'accord. Nous sommes ensemble dans le combat contre le terrorisme. Nous étions ensemble contre la Syrie, nous sommes ensemble au Sahel pour combattre le terrorisme africain. Nous avons des points d'accord qui sont aussi significatifs. Nous sommes d'accord sur la non-prolifération nucléaire. On va parler de tout ça. La question cruciale, et la question qui va être cruciale au mois de mai de toute façon quels que soient les résultats des discussions, c'est la question iranienne. Il y a un accord qui s'appelle l'accord de Vienne, qui a été signé en 2015, dont nous sommes garants, les Etats-Unis aussi, la France aussi, qui permet d'éviter à l'Iran l'accès à l'arme nucléaire sous réserve que l'Iran respecte cet accord. C'est le cas puisque les experts internationaux qui sont chargés de suivre la bonne application de l'accord le constatent. Donc il faut le respecter. Nous avons d'autres désaccords avec l'Iran mais celui-là, c'est un accord très important...

Q - Notamment le fait que l'Iran est quand même auprès de Bachar el-Assad et qu'il est très présent dans cette région.

R - Cela n'empêche pas. Le sujet, c'est le nucléaire là, sur cet accord-là.

Q - Et le balistique.

R - Est-ce qu'on va garder cet outil juridique qui permet d'éviter que l'Iran puisse accéder à l'arme nucléaire ? C'est très important. Parce que si d'aventure ce n'était pas le cas, si d'aventure le président Trump disait : " je me retire de l'accord ", on ne peut pas exclure que l'Iran dise la même chose et qu'à ce moment-là, les éléments les plus opposés à cet accord présents en Iran - parce que l'Iran a des débats politiques importants en interne - puissent dire : " nous allons reconstituer, engager un processus d'acquisition de l'arme nucléaire". Et à ce moment-là, les pays voisins vont s'interroger sur leur propre sécurité et on entrera dans une zone de très grande préoccupation au niveau de la sécurité internationale. Nous ne le souhaitons pas. Nous pensons que le meilleur moyen d'éviter que l'Iran joue cette carte, c'est de garder cet accord. Ça n'empêche pas que nous soyons extrêmement réservés sur la manière dont l'Iran essaye de développer une influence sur l'ensemble de la zone, que ce soit en soutenant les Houthis au Yémen, que ce soit en soutenant le Hezbollah au Liban, que ce soit en soutenant les forces qui soutiennent Bachar el-Assad, qu'ils soient présents même en Syrie, ça ce n'est pas acceptable. Tout comme le fait que l'Iran développe une espèce de frénésie balistique qui est tout à fait condamnable n'est pas acceptable non plus. Je suis allé le leur dire. Le président de la République avait souhaité que je me rende en Iran pour dire cette position aux principales autorités iraniennes, je l'ai fait. Il faut aussi leur parler, même si sur certains points, la discussion est assez robuste.

Q - Un tout petit mot sur la situation intérieure américaine. Je reviens des Etats-Unis. Donald Trump, il y a deux-trois scandales par jour sur sa présidence, sur son rapport aux institutions, sur son respect de la Constitution, et cætera, et cætera. Est-ce que ça ne va pas compromettre, ça ne compromet pas, ça ne fragilise pas une alliance avec la France, avec les autres pays d'ailleurs ? Est-ce que c'est un allié fiable ?

R - C'est notre allié depuis longtemps. C'est un allié que nous respectons. Ce pays s'est donné un président qui s'appelle le président Trump. Nous travaillons avec lui, c'est notre interlocuteur. Toute position autre ne serait pas une position convenable. C'est la raison pour laquelle le président Macron souhaite avoir avec le président Trump une relation forte. Voilà. Demain, ce sera peut-être un autre président. Hier, c'était un autre président. Aujourd'hui, c'est le président Trump. Alors il y a des débats au sein de la communauté politique, la communauté américaine dans son ensemble, on le sait, mais ces débats-là ne doivent pas interférer. Enfin, nous ne souhaitons pas que ces débats interfèrent sur la qualité du dialogue entre la France et les Etats-Unis. Nous avons des accords, nous avons des désaccords, il faut qu'on en parle.

Q - Deux questions brèves. Il y a des jihadistes françaises qui sont condamnées en Irak aujourd'hui, deux femmes en l'occurrence, et qui demandent à venir purger leur peine en France, est-ce que vous êtes d'accord ?

R - Nous avons, sur cette question, une position très claire. Je pense à ces deux femmes, d'autres cas peuvent intervenir. Sur les combattants qui ont rejoint le djihad, qui ont rejoint Daech - c'est le cas de ces deux femmes puisqu'elles étaient allées à Mossoul et ont rejoint Daech pendant les combats - je ne crois pas que l'on aille à Mossoul en 2016 pour faire du tourisme. On y va pour combattre. Et ceux qui combattaient au sein de Daech, qu'ils soient Français, Belges ou qu'ils soient Irakiens, Tunisiens, quelle que soit leur nationalité, mais

qu'ils soient aussi Français, ce sont nos ennemis. Ils combattaient dans le rang de l'ennemi contre nous et ils combattaient aussi contre l'Irak et donc notre position est de dire : c'est là où les crimes ont été commis qu'ils doivent être jugés et donc l'Irak est tout à fait légitime.

Q - Pas de retour en France.

R - L'Irak est tout à fait légitime à les juger. Notre responsabilité, c'est de faire en sorte que le consulat puisse observer le bon déroulement de l'ensemble de la procédure, d'accompagner, d'être présent et notre responsabilité aussi, c'est de faire en sorte que les enfants puissent avoir un traitement spécifique, ce qui était le cas puisque plusieurs enfants sont revenus en France par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale, ils ont été transférés au juge des enfants en France qui décide des conséquences à suivre./.